

Inter Pares

En 2010, Inter Pares a versé plus de 3,9 millions \$ en aide financière, en plus de l'appui politique et organisationnel offert à ses homologues en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Canada. Voici les faits saillants de ces activités. Pour plus d'information, photos et vidéos, visitez notre site www.interpares.ca.



CAROLINE BOURDEAU

Une employée du GCRT participant à une activité pour promouvoir les droits des femmes au Soudan.

Petit pays d'Afrique de l'Ouest, la Guinée-Bissau est un bijou sur le plan biologique et culturel; c'est là qu'est établi l'organisation Tiniguena, une homologue d'Inter Pares. Malgré les bouleversements politiques de l'an dernier, Tiniguena a continué à organiser des échanges entre jeunes de la ville et de la campagne, et à parrainer des discussions sur l'édification

Afrique

de la paix en période d'instabilité et de violence. Sur les ondes de la radio communautaire, les jeunes femmes et les jeunes hommes de Tiniguena ont organisé des débats sur la biodiversité, l'appropriation massive des terres, les agrocombustibles et la participation des filles aux organismes jeunesse. Pour pallier les effets persistants de la crise alimentaire, Tiniguena a poursuivi son travail de réappropriation et de multiplication des variétés oubliées de semences agricoles. Cette année, quatre variétés de riz ont été sauvées de l'extinction et remises à des agriculteurs et des conservateurs de semences aux fins de multiplication et de partage avec d'autres agriculteurs. En semant des variétés locales, les agricultrices et les agriculteurs contribuent à recréer un système agricole local résilient qui pourra nourrir les gens du pays.

En avril 2010, le Soudan a tenu ses premières élections nationales depuis

24 ans. Plusieurs candidates se sont présentées, mais elles se sont butées à plusieurs obstacles, dont le manque de ressources financières, l'accès limité aux médias et les attitudes patriarcales au sein de leur propre parti politique. Même si tous les partis ont accepté de présenter 25 % de candidatures féminines, les femmes étaient inscrites sur une liste distincte, *une liste de femmes* à laquelle on accordait peu d'importance. Avec l'appui d'organisations de la société civile soudanaise telles que le **Gender Centre for Research and Training** (GCRT) et le **Salmah Women's Resource Centre**, les candidates ont mis leurs différences de côté pour promouvoir ensemble la liste des femmes. Elles occupent maintenant 112 des 450 sièges du Parlement. Malgré les graves irrégularités du processus électoral, les personnes qui ont appuyé les candidates espèrent que leur victoire changera les choses pour toutes les femmes du Soudan.



JEAN SYMES

Une femme allumant une bougie lors d'un séminaire sur la santé mentale organisé par PCS.

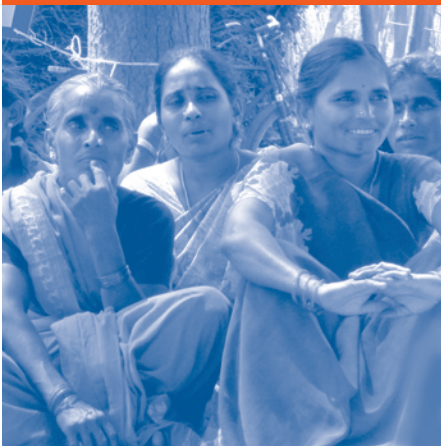
Au Salvador, la violence faite aux femmes est encore très répandue. En juillet 2010, le **Colectivo Feminista de Desarrollo Local** (Collectif féministe de développement local) a organisé la première marche dénonçant l'impunité et la violence faite aux femmes. Commémorant l'assassinat d'Elda Ramos – une célèbre militante des droits des femmes tuée par son conjoint – la marche a réuni près de deux mille femmes de tout le pays dans les rues de San Salvador. Les femmes ont dénoncé l'inertie de l'État et du système judiciaire

Amérique latine

pour faire enquête et intenter des poursuites dans les cas de violence faite aux femmes, ainsi que le refus du gouvernement de prendre des mesures déterminantes en vue de promouvoir l'égalité des femmes. La marche s'est terminée devant le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, où une délégation de femmes du Colectivo et d'autres organisations ont exigé – et obtenu – une rencontre avec le ministre. La marche a rassemblé des femmes de tous les horizons ayant trouvé guérison et inspiration dans leurs luttes collectives pour la justice – en l'honneur de la vie et des rêves de femmes qui sont mortes aujourd'hui, comme Elda Ramos.

Huancavelica, située dans les hauts plateaux andins, fut l'une des régions les plus touchées par la violence du conflit au Pérou. En août 2010, les survivantes et survivants du conflit armé ont célébré l'ouverture officielle de la *Casa de la Memoria* de Huancavelica, une exposition créée pour commémorer les crimes contre la population civile. Les documents et photos exposés racontent l'histoire du point de vue des personnes qui ont survécu.

Logée dans la bibliothèque municipale, la *Casa* a été créée grâce à la collaboration du **Project Counselling Service** (PCS) et de l'**Association des familles des personnes disparues à Huancavelica**. Ces organisations ont convaincu le gouvernement local de donner un espace à la *Casa* pour démontrer publiquement son soutien au mouvement populaire des victimes. La *Casa* est le premier site commémoratif du Pérou créé conjointement par les autorités gouvernementales, le mouvement des victimes et des organisations de la société civile. C'est une contribution à la mémoire historique du peuple péruvien et un hommage aux efforts des victimes en vue d'établir une société pacifique et démocratique. On peut voir une courte vidéo sur l'ouverture de la *Casa* à : www.interpares.ca/fr/publications/multimedia/MuseedelaMemoire.php



DAVID BRILIER

Des femmes au Bangladesh prennent part dans un groupe local d'entraide de Nijera Kori.

Au Bangladesh, **Nijera Kori** aide les pauvres des milieux ruraux à défendre leurs droits. Plus de 274 000 femmes et hommes sont devenus membres de groupes d'entraide locaux. En 2010, ils ont économisé un total de 223 000 \$ et investi plus de 100 000 \$ dans des activités

Asie

économiques qui leur ont procuré des emplois et des revenus. Nijera Kori a offert à ces groupes de la formation sur les moyens politiques et juridiques d'obtenir accès aux terres publiques et aux ressources en eau essentielles à la subsistance en milieu rural. Cette année, les membres ont récupéré plus de 5000 acres de terres usurpées illégalement par des élites bien nanties. Les membres ont aussi mis sur pied et géré des écoles communautaires et promu la scolarisation, surtout chez les filles. Le résultat? 2393 enfants de plus se sont inscrits à l'école cette année, dont plus de la moitié sont des filles.

Depuis le début des années 1990, Inter Pares travaille avec les personnes qui ont fui le conflit en Birmanie pour se réfugier dans les pays voisins, dont la Malaisie. Comme la Malaisie n'a pas signé la Convention des Nations unies relative au

statut des réfugiés, ces derniers sont criminalisés et risquent l'arrestation, la détention et la déportation. Inter Pares a travaillé avec certains des 80 000 réfugiés birmanes en Malaisie, appuyant leurs efforts d'organisation pour assurer leur protection mutuelle et incitant les organismes locaux à aider ces populations vulnérables. En 2010, Inter Pares a fourni de l'aide financière et organisationnelle à **Tenaganita**, une importante organisation malaisienne de défense des droits de la personne, afin qu'elle offre aux personnes réfugiées de l'assistance juridique, aide les communautés à créer des écoles informelles pour les enfants et facilite l'accès aux services de santé locaux. Tenaganita plaidera auprès du gouvernement malaisien afin qu'il mette fin aux violences et à l'extorsion souvent imposées aux personnes réfugiées par les policiers et fonctionnaires de l'immigration.



RCAB

Lucy Sharratt, coordinatrice du Réseau canadien d'action sur les biotechnologies.

Cela fait des années que les Nations unies documentent les terribles violations des droits de la personne en Birmanie. En mars, le rapporteur spécial des Nations unies sur la Birmanie a demandé qu'une commission d'enquête des Nations unies évalue si ces violations constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Tout au long de l'année 2010, **Les amis canadiens de la Birmanie** (CFOB) ont collaboré avec le gouvernement canadien et mené une campagne en vue d'obtenir du soutien international pour une telle enquête. Dès la première semaine de la campagne, plus de 3000 personnes ont envoyé des courriels au gouvernement canadien en réponse à cet appel. CFOB a aussi convaincu quatre-vingts parlementaires et sénateurs canadiens de signer une déclaration pour exiger une enquête. Le 2 septembre, le gouvernement du Canada a officiellement annoncé qu'il appuyait la création d'une commission d'enquête, ajoutant ainsi aux

Canada

pressions internationales en vue d'enquêter sur les violations des droits de la personne en Birmanie.

En 2009, les exportations canadiennes de lin en Europe ont été contaminées par du lin génétiquement modifié (GM) n'ayant jamais été approuvé au Canada. Les producteurs de lin canadiens ont donc été privés de l'accès au marché européen de 300 millions \$ (soit 70 % des exportations canadiennes de lin). Ce désastre a aussi entraîné des frais de nettoyage et de tests que les agriculteurs ont dû assumer. En 2010, le géant de l'agroalimentaire Monsanto annonçait son intention de mettre au point du blé et de la luzerne génétiquement modifiés. Le dernier projet GM soumis à l'approbation du gouvernement est la production de porc et de saumon transgéniques. Un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens s'oppose à ce type de production alimentaire et un nombre croissant de personnes se joint au mouvement alimentaire local qui met l'accent sur les méthodes de production biologiques et le développement de marchés locaux pour les agriculteurs. Cette année, Inter Pares a travaillé avec le **Réseau canadien d'action sur les biotechnologies** (RCAB) pour soulever de graves questions quant à l'introduction de nouvelles cultures et de nouveaux animaux GM, et leur impact sur la santé humaine et l'environnement. Inter Pares participe aussi activement au projet **Pour une politique alimentaire populaire**, un dialogue pancanadien sur le besoin de transformer en profondeur le système

alimentaire canadien. Pour en savoir plus à ce sujet, visiter les sites suivants : www.cban.ca et www.peoplesfoodpolicy.ca.

Mines Alerte Canada travaille à protéger les personnes et l'environnement contre les effets négatifs des activités minières et prône l'adoption de changements à la réglementation pour prévenir les dommages futurs. En 2006, Mines Alerte s'est inquiétée que les ministères fédéraux chargés d'évaluer la proposition de la mine Red Chris en Colombie-Britannique décident d'éliminer les consultations publiques prévues à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Même si la mine touche les trois principales rivières à saumon de la C.-B. et transforme un lac vierge en vaste dépotoir, le gouvernement n'a pas cru bon de consulter les peuples des Premières nations qui verraient ainsi détruits leurs terrains de chasse et de pêche traditionnels. Après avoir tenté en vain de forcer le gouvernement à respecter la loi, Mines Alerte l'a poursuivi devant les tribunaux. La cause fut portée en appel jusqu'à la Cour suprême. En janvier 2010, celle-ci décréta que le gouvernement fédéral avait agi de façon contraire à la loi dans son évaluation de la gigantesque mine à ciel ouvert. À l'heure où la réglementation relative à l'environnement est de plus en plus menacée, Mines Alerte mène les efforts en vue de prévenir l'affaiblissement de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale lors de sa révision imminente par le Parlement.

Le travail d'Inter Pares est possible grâce à l'appui de milliers de partisans et de partisanes d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui nous sont accordés.

Inter Pares, 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario), Canada K1N 6P1
Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)
Télé. 613 594-4704 www.interpares.ca